



Unifor est le plus grand syndicat au Canada pour les travailleurs de l'industrie des véhicules blindés et de la logistique de sécurité. Les membres d'Unifor travaillent pour deux des plus grandes entreprises privées de véhicules blindés et de sécurité, GardaWorld et Brink's. Ces travailleurs sont responsables de la livraison sécuritaire et efficace de grandes sommes d'argent et d'autres biens de valeur tous les jours à des clients partout au pays. Par conséquent, ces travailleurs sont souvent les cibles de vols armés avec actes de violence. Les vols des véhicules blindés, souvent calculés et bien organisés, se déroulent en quelques secondes souvent dans des lieux publics comme des tours de bureaux ou des centres commerciaux.



Priorités d'Unifor

Des efforts de réduction des coûts par les employeurs de l'industrie des véhicules blindés et de la logistique de sécurité se sont concentrés sur la diminution de l'effectif des équipes (de trois personnes à deux personnes ou, dans certains cas, à une équipe composée d'une seule personne), ce qui augmente la vulnérabilité aux vols des véhicules blindés. Cette mesure a exacerbé les menaces à la sécurité, tant pour les travailleurs que pour le public. En fait, il y a eu 12 vols très médiatisés de véhicules blindés au Canada qui ont été rapportés depuis l'été de 2012, provoquant la mort de quatre personnes ainsi que de nombreuses blessures physiques et psychologiques. Chacun des 12 incidents impliquait des équipes de deux personnes. Plus de 70 vols ont été rapportés entre 2000 et 2012. D'innombrables autres tentatives de vol ont eu lieu sans avoir été rapportées.

À l'heure actuelle, il n'existe aucun règlement au Canada qui oblige un niveau minimal de personnel dans les équipes des véhicules blindés. Les normes de sécurité et la réglementation dans le secteur des véhicules blindés au Canada accusent un retard par rapport à d'autres pays. Les règles actuelles hétéroclites sont inefficaces, se chevauchent et se contredisent parfois.

À plusieurs reprises, Unifor s'est tourné vers l'ancien ministre de la Sécurité publique pour discuter de ces préoccupations en matière de sécurité. Nous espérons que le ministre allait se porter à la défense d'un examen complet des réglementations de l'industrie, soit des normes minimales au chapitre de la formation des employés jusqu'aux spécifications des véhicules en passant par l'équipement de sécurité et du niveau de personnel, avec l'objectif d'améliorer la sécurité du public et prévenir les crimes. Cette discussion n'a jamais eu lieu. En fait, le précédent ministre estimait que les questions de l'industrie des véhicules blindés relevaient uniquement de la responsabilité provinciale et non fédérale (en dépit de la preuve du contraire).

Les dirigeants et les représentants d'Unifor ont eu des discussions avec le ministre de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels de l'Ontario, ainsi qu'avec des représentants de la division des politiques de la police du ministère fédéral de la Sécurité publique, du ministère de la Justice de la Colombie-Britannique, et d'autres sur le sujet. Au cours des deux dernières années, Unifor a déposé quatre refus de travailler individuels auprès de EDSC à la suite de la réduction des tailles des équipes. Ils ont tous abouti à des décisions en faveur de nos préoccupations en matière de sécurité.

On comprend clairement les problèmes liés à la sécurité dans l'industrie, mais il y a un manque de volonté politique et de coordination pour les régler. Toute initiative visant à répondre à ces préoccupations est, à notre avis, mieux pilotée et supervisée par le ministère fédéral de la Sécurité publique, du moins à court terme. Un tel

projet pourrait s'inscrire dans le mandat déclaré du ministère et du cadre général dans lequel les menaces à la sécurité publique doivent être identifiées, tel que souligné par le premier ministre.

→ Questions spécifiques et recommandations

Compte tenu de nos préoccupations générales à l'égard du cadre politique actuel du Canada sur la sécurité publique, une série de questions importantes urgentes pour les membres d'Unifor existent et nous encourageons le ministère à les examiner à court terme :

- **Lancer un groupe de travail sur l'industrie des véhicules blindés.** Un tel groupe de travail serait dirigé par le ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile, et mis sur pied pour entreprendre des recherches complètes en matière de politique, recueillir les points de vue des intervenants et formuler des recommandations ainsi que des orientations législatives; Unifor exhorterait le groupe de travail à prendre en considération les questions suivantes puisqu'elles portent sur la sécurité publique et la sécurité des gardiens des véhicules blindés :
 - **Éliminer les mesures incitatives pour les entreprises de faire concurrence en abaissant les normes de sécurité.** Normaliser les armes à feu, l'utilisation de la force et la formation pour les véhicules lourds dans toute l'industrie canadienne des véhicules blindés, y compris des exigences de : 40 heures en moyenne pour une arme de poing (et 10 heures en moyenne pour un fusil à canon) pour les nouveaux employés; deux exigences annuelles de requalification pour l'utilisation d'une arme; formation sur l'utilisation de la force; immatriculation pour véhicules lourds (avec un ticket de freinage à air) et réussite d'un cours de conduite défensive appropriée.
 - **Minimiser les risques pour les gardiens de véhicules blindés en normalisant les pratiques de travail,** dont : équipe obligatoire de trois personnes avec le conducteur dans le véhicule pour les zones publiques à risques plus élevés, sacs de nuit pour les guichets automatiques, changements d'argent et chargements d'argent en cas d'urgence; équipe de deux personnes avec le conducteur dans le véhicule pour les appels à plus faible risque et de biens non-précieux; exigence que toute l'équipe soit armée pour le transport de biens précieux et qu'une catégorisation des risques des sites soit développée et déterminée par la police..
 - **Établir des exigences minimales de sécurité pour les véhicules, normalisées dans toute l'industrie des véhicules blindés.** S'assurer que tous les véhicules sont équipés avec un équipement de communication et d'urgence approprié, entretenu régulièrement
 - **Exiger que tous les gardiens de véhicules blindés portent des vestes protectrices pare-balles** qui sont remplacées régulièrement et qui respectent les normes les plus à jour de la police.

Préparé par : Service de recherche d'Unifor

Pour obtenir de plus amples renseignements, communiquez avec :
Service de la mobilisation des membres et
de l'action politique d'Unifor

politicalaction@unifor.org

416-718-8493

1-800-268-5763 poste 8493

Unifor.org

